



Cadre réservé à l'agence de l'eau

N° de dossier :

Date réception dossier complet :



AGENCE DE L'EAU
ADOUR-GARONNE

ETABLISSEMENT PUBLIC DU MINISTERE
DU DEVELOPPEMENT DURABLE

Formulaire de demande d'aide auprès de l'agence de l'eau Adour-Garonne

Thématique : **Vinification - Distillation**

Ce formulaire concerne les pièces et engagements nécessaires pour permettre l'instruction de votre demande d'aide financière ; s'il est donné une suite favorable à votre demande, vous recevrez un document attributif d'aide de l'Agence, lequel précisera les pièces nécessaires au versement de l'aide attribuée.

L'Agence se réserve le droit de vérifier l'exactitude des renseignements et engagements portés sur le présent formulaire lors de l'instruction de l'aide ou après son attribution.

Ces vérifications peuvent être effectuées chez le bénéficiaire de l'aide par l'Agence ou par toute personne mandatée par elle à cet effet ; elles peuvent également être effectuées sur pièces. Le bénéficiaire s'engage à fournir à l'Agence tout document nécessaire à ces contrôles.

L'Agence se réserve le droit de réduire le montant de l'aide ou de l'annuler en fonction des résultats de ces contrôles.

1. RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LE DEMANDEUR DE L'AIDE

Raison sociale :

Adresse, n°, lieu-dit :

Commune :

Code postal :

Bureau distributeur :

N° SIRET :

Nom de la personne à contacter :

Fonction :

N° tél :

N° fax :

Courriel :

Si les coordonnées du site concerné par les travaux ou études sont différentes de celles du demandeur, préciser le nom, l'adresse et le n° Siret du site :

Lieu d'intervention :

Type d'activité :

Votre projet est-il réalisé dans le cadre d'une création d'entreprise ? : Oui non

Votre projet est-il réalisé dans le cadre d'une nouvelle ou future exigence réglementaire ? : Oui non
(si oui, décrire cette exigence réglementaire) :

Votre projet s'inscrit-il dans le cadre d'une modification ou une augmentation de production ? Oui non
(si oui, décrire ce changement de production et/ou cette augmentation):

2. DONNEES EAU : ORIGINES / EXUTOIRES

	Distr. publique	Forage	Autre (préciser)
Origine de l'eau	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Volume d'eau consommée sur l'année (réel ou estimé)	m ³ /an	m ³ /an	m ³ /an

- Débit journalier rejeté (eaux industrielles) : m³/j
- Nombre de jours annuels d'activité : Jours

- **Destination actuelle des rejets** (cocher les cases correspondantes) :

	Réseau communal	Milieu naturel
Eaux usées domestiques	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Eaux usées industrielles	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Eaux pluviales	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

- Identification du milieu récepteur (nom du cours d'eau si rejet direct ou nom du cours d'eau le plus proche si rejet au fossé) :
- Présence de captage eau potable en aval Oui non ne sais pas

3. OPERATION PROJETEE

3.1 Intitulé et description du projet (fiabilisation, renouvellement, création d'ouvrages...) :

Localisation du projet (commune, sous-bassin, masse d'eau) :

3.2 Motivation du projet (préciser le caractère incitatif de l'aide susceptible d'être apportée par l'Agence : aller au delà de la réglementation, anticiper, augmentation de production...)

Nature des travaux ou études	Description sommaire	Montant devis
Etudes		
<input type="checkbox"/> étude travaux d'épuration <input type="checkbox"/> étude économies d'eau / recyclage <input type="checkbox"/> étude plan d'épandage		€ HT
Lutte contre la pollution des eaux		
Ouvrages épuratoires effluents		
<input type="checkbox"/> prétraitement / Station d'épuration <input type="checkbox"/> réseau de collecte / raccordement <input type="checkbox"/> traitement des boues/odeurs <input type="checkbox"/> épandage des effluents <input type="checkbox"/> autres travaux		€ HT
Ouvrages de traitement des eaux pluviales		
<input type="checkbox"/> collecte / stockage / traitement <input type="checkbox"/> autres		€ HT
Equipements d'autosurveillance		
<input type="checkbox"/> préleveur / débitmètre / piézomètre <input type="checkbox"/> autres		€ HT
Economies d'eau		
<input type="checkbox"/> mise en circuit fermé <input type="checkbox"/> récupération et utilisation d'eaux pluviales <input type="checkbox"/> réutilisation d'eaux épurées		€ HT
<input type="checkbox"/> pose de compteurs divisionnaires		€ HT
Montant total des devis joints		€ HT

3.3 Résultats attendus à l'issue de l'opération et indicateurs permettant de les mesurer :

4. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL (HORS AIDES AGENCE DE L'EAU)

	Taux	Montant
Subvention Conseil Régional	%	€
Subvention Conseil Départemental	%	€
Autres :	%	€
Autofinancement	%	€
TOTAL	%	€

Le plan de financement actualisé pourra vous être demandé au moment du solde de l'aide.

- Votre projet est-il externalisé ?
(Financement par un tiers extérieur à l'entreprise ex : SCI, public-privé...) Oui non
(si oui : nom et coordonnées du financeur) :

Attention : le financement par crédit bail, LOA,... n'est pas éligible à une aide de l'Agence.

5. AIDES AGENCE DE L'EAU

Avez-vous déjà bénéficié d'une aide financière de l'Agence (si oui, année et n° de dossier) :

.....

E.1. L'aide de l'agence se présente généralement sous forme d'une subvention.

Sous réserve d'éligibilité, vous pouvez prétendre à ce qu'une part de cette subvention soit convertie en **avance remboursable**. La mise en place de cette avance pourra, après analyse financière de vos comptes et bilans, nécessiter la mise en place d'une caution bancaire.

Souhaitez-vous bénéficier de cette option : Oui Non

E.2. Si l'aide susceptible de vous être accordée est inférieure à 200.000 € et si vous n'avez pas reçu plus de 200.000 € d'aides publiques « de minimis » sur une période glissée de trois ans, vous avez la possibilité de solliciter une aide au titre du règlement « de minimis » (cf. pages 7 et 8). Cette option est sans incidence sur le taux d'aide.

Dans la mesure où vous y seriez éligible, sollicitez-vous une aide au titre du règlement « de minimis » ? : Oui Non

- Si oui et dans la mesure où vous y êtes éligible, l'Agence vous aidera au titre du règlement « de minimis ».
- Si non ou si vous n'êtes pas éligible à ce régime, il sera procédé à une analyse financière des comptes et bilans de résultats (cf documents financiers pièce n°13 page 5). Si celle-ci conduit à considérer votre « entreprise en difficulté » au sens de l'encadrement communautaire des aides d'Etat, votre dossier sera déclaré inéligible aux aides de l'Agence.

En fonction des éléments financiers portés à sa connaissance, l'Agence pourra être amenée :

- à prévoir, en cas d'attribution d'aide, dans le document attributif, une disposition financière indiquant que le versement de son aide sera effectué après fourniture des factures acquittées correspondant au montant de l'autofinancement de l'opération,
- voire à refuser le financement du projet objet de la présente demande d'aide.

6. DECLARATIONS ET ENGAGEMENTS DU DEMANDEUR

Je soussigné(e) (nom, prénom) :

- sollicite une aide financière de l'agence de l'eau Adour-Garonne pour la réalisation du projet objet de la présente demande,
- certifie être autorisé(e) et habilité(e) à signer la présente demande d'aide,
- atteste avoir pris connaissance des [modalités et les conditions d'attribution des aides de l'agence de l'eau Adour Garonne](#),
- m'engage à associer techniquement l'Agence et la tenir informée au fur et à mesure du déroulement de l'opération,
- m'engage à informer l'agence de l'eau en cas de modification du plan de financement ou toute autre modification du projet tel que décrit ci-dessus et dans les pièces annexées à la présente demande,
- m'engage à mesurer les résultats atteints au regard des résultats attendus et en rendre compte à l'Agence. Pour les opérations pluriannuelles, la non-atteinte des résultats d'une tranche annuelle peut conditionner l'aide de l'Agence pour les tranches suivantes,
- déclare ne pas avoir commencé l'opération avant le dépôt de la présente demande d'aide,
- certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements fournis,

A

le

Le demandeur (signature et cachet)

7. PIECES A JOINDRE OBLIGATOIREMENT A LA DEMANDE

1. Lettre de demande d'aide,
2. Dossier technique **détaillé** concernant l'opération démontrant **l'intérêt** et **l'impact du projet** sur le milieu naturel,
3. **Devis détaillés** présentés par postes (ex : conduite de raccordement, prétraitement, bassin d'aération, clarificateur, traitement des boues, VRD, autosurveillance...)
4. **Garanties de traitement** apportées par le constructeur,
5. Plans permettant la localisation précise du site, du point de rejet et des travaux,
6. Plan d'épandage des effluents si épandage et convention signée avec le propriétaire des terrains si différent,
7. 3 dernières déclarations de récolte et 3 dernières déclarations de production d'alcool pur,
8. Récépissé de la déclaration en Préfecture du chai et de la distillerie ; arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter pour les sites soumis à autorisation au titre des ICPE, et copie de **l'arrêté de mise en demeure** si concerné
9. Planning prévisionnel des travaux,
10. Relevé d'Identité Bancaire,
11. Déclaration de renseignements relatifs à la qualité de l'entreprise (page 9)
12. Extrait KBis datant de moins de 3 mois,
13. Documents financiers :
 - Attestation « de minimis » (cf. pages 7 et 8) à remplir. Pas d'analyse de la santé financière, ou,

- Si vous ne souhaitez pas bénéficier du régime des « de minimis », vous avez coché la case correspondante du paragraphe E2 (cf. page 3). Dans ce cas, fournir :
 - les bilans d'exploitation, comptes de résultats et liasses fiscales certifiés pour les 3 dernières années, accompagnés des annexes et du rapport de gestion, et,
 - **le bilan financier prévisionnel**, tenant compte de l'investissement projeté, sur les 3 années à venir.

Dossier à retourner à : **Agence de l'Eau Adour-Garonne**
Département des Services Publics de l'eau et des Entreprises - Service Interventions Industries
90, rue du Férétra –CS 87801 - 31078 TOULOUSE Cedex 4

MODELE DE DECLARATION D'AIDE de *Minimis* PAR L'ENTREPRISE ¹

Objet : Déclaration des aides placées sous le règlement de *minimis*² n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013.

Je soussigné (nom, prénom et qualité) : _____, n° SIREN : _____
 représentant de _____
 entreprise unique au sens de la définition figurant à l'article 2.2 du règlement (UE) n°1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de *minimis*, déclare (case à cocher) :

n'avoir reçu aucune aide de *minimis*³ durant les trois derniers exercices fiscaux dont celui en cours à la date de signature de la présente déclaration,

avoir reçu, ou demandé mais pas encore reçu, les aides de *minimis*³ listées⁴ dans les deux tableaux ci-après, durant les trois derniers exercices fiscaux dont celui en cours à la date de signature de la présente déclaration.

Date de l'attribution de l'aide de <i>minimis</i> ³	Nom et numéro SIREN de l'entreprise ⁵	Type d'aide de <i>minimis</i> (général, agricole, pêche et aquaculture, SIEG)	Montant de l'aide ⁶ (en euros)
TOTAL			

Date de demande de l'aide de <i>minimis</i> ³ si non encore perçue	Nom et numéro SIREN de l'entreprise ⁵	Type d'aide de <i>minimis</i> (général, agricole, pêche et aquaculture, SIEG)	Montant de l'aide ⁶ (en euros)
TOTAL			

L'entreprise sollicitant l'aide a-t-elle réalisé, au cours des trois derniers exercices fiscaux, dont celui en cours :

- une fusion ou une acquisition d'une autre entreprise ?
- une scission en deux ou plusieurs entreprises distinctes ?

Date
 Signature et cachet
 (indiquer le nom et la qualité du signataire) :

1. Pour les subventions octroyées aux associations, il convient d'utiliser le formulaire Cerfa 12156*03 accessible sur le site www.servicepublic.fr
2. Les aides *de minimis* sont des aides publiques qui sont octroyées au titre des règlements suivants :
 - règlement (CE) n° 1998/2006 de la Commission du 15 décembre 2006 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité aux **aides de minimis**,
 - règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE) aux **aides de minimis**,
 - règlement (CE) n° 875/2007 de la Commission du 24 juillet 2007 relatif à l'application des articles 107 et 108 du TFUE aux **aides de minimis** octroyées dans le secteur de la **pêche et de l'aquaculture**,
 - règlement (UE) n° 717/2014 de la Commission du 27 juin 2014 concernant l'application des articles 107 et 108 du TFUE aux **aides de minimis** octroyées dans le secteur de la **pêche et de l'aquaculture**,
 - règlement (UE) n° 1535/2007 de la Commission du 20 décembre 2007 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité CE aux **aides de minimis** dans le secteur de la **production de produits agricoles**,
 - règlement (UE) n° 1408/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du TFUE aux **aides de minimis** dans le secteur de l'**agriculture**,
 - règlement (UE) n° 360/2012 de la Commission du 25 avril 2012 relatif à l'application des articles 107 et 108 du TFUE aux **aides de minimis** accordées à des entreprises fournissant des **services d'intérêt économique général** (SIEG).
3. Les aides *de minimis* constituent une catégorie particulière d'aides publiques pour les entreprises. Les pouvoirs publics qui allouent des aides *de minimis* ont l'obligation d'informer les entreprises bénéficiaires, du caractère *de minimis* des aides attribuées. Le montant maximum d'aide *de minimis* est de 200 000 € par entreprise sur 3 exercices fiscaux dont celui en cours à la date de signature de la présente déclaration
4. Si vous avez reçu une aide *de minimis*, cette aide a dû vous être notifiée par courrier par l'autorité publique attributaire (Etat, collectivités locales, établissements publics, agences...). Vous ne devez donc pas comptabiliser dans ce montant les aides qui ne sont pas allouées au titre du règlement *de minimis*.
5. Le numéro SIREN est le seul sous lequel les aides *de minimis* peuvent être comptabilisées dans la limite du plafond de 200 000 €. Il n'est pas possible de disposer d'autant de plafonds de 200 000 € qu'il y a d'établissements donc de numéro SIRET au sein d'une même entreprise.
Par ailleurs, si votre entreprise relève de la définition « d'entreprise unique » (cf. ci-dessous), vous disposez d'un seul plafond d'aide *de minimis* de 200 000 € commun à l'ensemble des entreprises assimilées à une seule et même « entreprise unique ». Si votre entreprise relève de ce cas, il faut absolument vérifier que votre déclaration comptabilise bien l'ensemble des aides *de minimis* versées à toutes les entreprises composant l'entreprise unique. La présente déclaration prévoit donc que pour chaque aide *de minimis* perçue soit indiqué le numéro SIREN de l'entreprise qui l'a reçue au sein de l'entreprise unique.
Définition d'une « entreprise unique » : une entreprise unique se compose de toutes les entreprises qui entretiennent entre elles au moins l'un des quatre liens suivants :
 - une entreprise a la majorité des droits de vote des actionnaires ou associés d'une autre entreprise, ou
 - une entreprise a le droit de nommer ou de révoquer la majorité des membres de l'organe d'administration, de direction ou de surveillance d'une autre entreprise, ou
 - une entreprise a le droit d'exercer une influence dominante sur une autre entreprise en vertu d'un contrat conclu avec celle-ci ou en vertu d'une clause des statuts de celle-ci, ou
 - une entreprise actionnaire ou associée d'une autre entreprise contrôle seule, en vertu d'un accord conclu avec d'autres actionnaires ou associés de cette entreprise, la majorité des droits de vote des actionnaires ou associés de celle-ci.
6. Dans le cas de prêts, garanties ou avances remboursables, indiquer l'équivalent-subvention brut (ESB) qui vous a été communiqué lors de l'attribution de l'aide.

DECLARATION
RENSEIGNEMENTS RELATIFS A LA QUALITE DE L'ENTREPRISE

Objet : Données utiles à la définition du statut de l'entreprise

Je soussigné (nom, prénom et qualité) :
déclare (case à cocher) :

Être une personne physique de droit privé : Oui Non

Si coché non :

Je soussigné (nom, prénom et qualité) :
représentant de l'entreprise , n° SIREN :

Date de création de l'entreprise :

Le statut de petite ou moyenne entreprise pouvant ouvrir droit à des bonifications d'aides, ces informations sont susceptibles d'être contrôlées par l'Agence.

- Petite entreprise (*Effectifs < 50 et chiffre d'affaires annuel ≤ 10 M€ ou total du bilan annuel ≤ 10 M€ (*)*)
 Moyenne entreprise (*Effectifs < 250 et chiffre d'affaires annuel ≤ 50 M€ ou total du bilan annuel ≤ 43 M€ (*)*)
 Grande entreprise ou autre statut (association, collectivité,...)

() Informations données à titre indicatif. Se reporter à la définition complète des petites et moyennes entreprises donnée par la recommandation 2003/361/CE de la Commission européenne*

déclare (cases à cocher) :

Être en procédure collective d'insolvabilité : Oui Non

L'entreprise que je représente est une entreprise privée totalement indépendante :
 Oui Non

L'entreprise que je représente est une entreprise privée dont un ou plusieurs organismes publics détiennent ensemble plus de 25% du capital ou des droits de vote de mon entreprise :
 Oui Non

L'entreprise que je représente est une entreprise privée
- dont 25% ou plus de son capital ou de ses droits de vote sont contrôlés directement ou indirectement par une autre entreprise,
ou
- a une participation de 25 % ou plus dans une autre entreprise :
 Oui Non

Date

Signature et cachet

(Indiquer le nom et la qualité du signataire) :